

# Bulletin des ministres des Finances :

Les meilleurs et les pires résultats  
pour l'année 2024-2025

JUIN 2025

Fédération  
canadienne des

**contribuables**

# Table des matières

<b>À propos de la Fédération canadienne des contribuables</b>	<b>1</b>
<b>Bulletin de notes</b>	<b>2</b>
<b>Les performants, et les cancrès</b>	<b>4</b>
Augmentation des dépenses	4
Coût des intérêts de la dette par habitant	5
Dette par habitant	5
<b>Répartition par province</b>	<b>6</b>
Colombie-Britannique	6
Alberta	7
Saskatchewan	8
Manitoba	9
Ontario	10
Québec	11
Nouveau-Brunswick	12
Nouvelle-Écosse	13
Île-du-Prince-Édouard	14
Terre-Neuve et Labrador	15
<b>Synthèses des budgets provinciaux</b>	<b>16</b>

# À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables (FCC) est un groupe citoyen dédié à la réduction des impôts, à la lutte contre le gaspillage et à la promotion d'une gouvernance responsable. Fondée en Saskatchewan en 1990, la FCC est née de la fusion de l'Association des contribuables de la Saskatchewan et de la Resolution One Association de l'Alberta pour créer une organisation nationale.

La FCC dispose d'un bureau fédéral à Ottawa et de bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Les bureaux régionaux mènent des recherches et des activités de plaidoyer spécifiques à leurs provinces, tout en agissant comme organisateurs régionaux pour les initiatives pancanadiennes.

Les bureaux de la FCC répondent à des centaines d'entrevues médiatiques chaque mois, organisent des conférences de presse et publient régulièrement des communiqués, des commentaires, des publications en ligne et des rapports pour défendre les intérêts de ses sympathisants.

Les représentants de la FCC participent à des événements, font des présentations aux gouvernements, rencontrent des politiciens et organisent des pétitions, des campagnes et des événements pour mobiliser les citoyens et influencer les politiques publiques.

Tout contribuable canadien qui adhère à la mission de la FCC peut devenir membre gratuitement et recevoir des courriels d'info-actions ou recevoir l'infolettre. Les soutiens financiers peuvent également recevoir la publication phare de la FCC, le magazine *The Taxpayer*, publié trois fois par an.

La FCC est indépendante de toute affiliation institutionnelle ou partisane. Tous les employés, membres du conseil d'administration et représentants de la FCC ont l'interdiction d'être membres d'un parti politique.

En 2023-2024, la FCC a recueilli 6,27 millions de dollars grâce à 74 472 dons. Les dons à la FCC ne sont pas déductibles d'impôt en tant que contribution caritative, et la FCC n'accepte aucun financement étranger.

Fédération  
canadienne des  
**contribuables**

# Bulletin de notes

Les gouvernements provinciaux continuent d'alourdir la dette publique, faisant porter le fardeau aux contribuables. Cette année, seule l'Alberta prévoit une diminution de sa dette par rapport au budget précédent. Toutefois, même cette province envisage de recommencer à emprunter dès l'an prochain.

Partout ailleurs au pays, la dette augmente dans tous les budgets provinciaux. Résultat : les contribuables doivent assumer une hausse des paiements d'intérêts, qui gonflent à mesure que les gouvernements s'enfoncent dans l'endettement.

Si toutes les provinces faisaient de la réduction de la dette et de l'allègement fiscal une priorité, leurs budgets respectifs offriraient un meilleur avenir aux contribuables. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Ce bulletin dresse un portrait des plus récents budgets provinciaux, en évaluant la performance des ministres des Finances selon quatre critères : l'évolution de la dette, le fardeau des intérêts, les dépenses gouvernementales et les mesures fiscales (baisses ou hausses d'impôts). Chaque ministre obtient une note finale basée sur ces indicateurs.

Le rapport classe ainsi les provinces selon leurs résultats budgétaires. Siobhan Coady (Terre-Neuve-et-Labrador) et Adrien Sala (Manitoba) se partagent la distinction peu enviable de pires ministres des Finances du pays, tandis que Jim Reiter (Saskatchewan) obtient les meilleurs résultats globaux.

Cela dit, la Saskatchewan ne mérite pas nécessairement des éloges : la dette de la province augmentera encore d'environ 2,4 milliards de dollars cette année. Aucun ministre n'a obtenu la note A, car tous continuent ou prévoient de contracter davantage de dettes, dilapidant des millions en paiements d'intérêts.

Le tableau ci-dessous présente le classement complet des ministres des Finances du pays, selon les données tirées de leurs plus récents budgets. Les critères comprennent notamment l'évolution de la dette et des intérêts par habitant, la variation des dépenses publiques et les mesures fiscales annoncées.

L'analyse se concentre avant tout sur l'évolution réelle de la dette. Ainsi, une province qui déclare un budget équilibré mais augmente tout de même sa dette recevra une mauvaise note. Les artifices comptables ne sont pas pris en compte — seuls les chiffres concrets sont retenus.

Les résultats détaillés pour chaque province figurent à la section suivante. Une province peut se distinguer positivement dans certaines catégories, mais se voir attribuer une note plus faible dans l'ensemble en raison de contre-performances ailleurs.

## Bulletin de notes

#	Province	Note globale	Dette	Paiement des intérêts de la dette	Augmentation des dépenses	Allègement fiscal
1	SK - Jim Reiter	B+	C	B	B+	B+
2	AB - Nate Horner	B	C	B	F	A+
3	N-É - John Lohr	C+	D	C	C	A
4	IPÉ - Jill Burridge	C-	C	D	F	B+
5	NB - Héritage René	D	C	C	D	D
6	ON - Peter Bethlenfalvy	D-	F	D	F	B
7	C-B - Brenda Bailey	D-	F	C-	C	D-
8	QC - Eric Girard	D-	F	F	B	D
9	T-N-L - Siobhan Coady	F	F	F	C	D
10	MB - Adrien Sala	F	D	F	D	F

# Les performants, et les cancrés

Les contribuables ressortent perdants des budgets provinciaux cette année. D'un océan à l'autre, la plupart des gouvernements alourdissent l'endettement et augmentent la facture des intérêts pour leurs citoyens.

À l'exception de l'Alberta, toutes les provinces prévoient une hausse de leur dette par rapport à l'an dernier. L'Alberta, pour sa part, entend toutefois commencer à emprunter davantage dès l'an prochain.

Sur le plan fiscal, certains contribuables profitent tout de même d'allègements notables. En Alberta, la baisse de l'impôt sur le revenu permettra à une famille de deux travailleurs d'économiser environ 1 500 dollars par année.

En Ontario, les contribuables bénéficient d'une réduction permanente de 5,7 cents par litre sur la taxe provinciale sur l'essence. Mais cette baisse s'accompagne d'un recours accru à l'endettement : près de 15 milliards de dollars supplémentaires sont prévus cette année.

Ailleurs au pays, la Nouvelle-Écosse a réduit sa taxe de vente d'un point de pourcentage, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a accordé de modestes baisses de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés.

À l'inverse, le Manitoba augmente le fardeau fiscal des contribuables en réintroduisant la progression fiscale automatique, aussi appelée *bracket creep*. Résultat : une hausse d'impôt estimée à 82 millions de dollars pour les Manitobains dès cette année.

## Augmentation des dépenses

#	Province	Augmentation des dépenses
1	IPÉ	9,1 %
2	AB	8,4 %
3	ON	8,4 %
4	NB	8,2 %
5	MB	7,1 %
6	N-É	6,4 %
7	C-B	6,1 %
8	T-N-L	5,7 %
9	QC	5,2 %
10	SK	4,5 %

## Coût des intérêts de la dette par habitant

#	Province	Coût des intérêts de la dette par habitant
1	T-N-L	2088 \$
2	MB	1554 \$
3	QC	1061 \$
4	ON	1001 \$
5	IPÉ	946 \$
6	C-B	917 \$
7	N-É	842 \$
8	NB	784 \$
9	SK	702 \$
10	AB	598 \$

## Dettes par habitant

#	Province	Dettes par habitant
1	T-N-L	35 649 \$
2	ON	28 472 \$
3	QC	28 356 \$
4	C-B	27 372 \$
5	MB	24 268 \$
6	N-É	20 766 \$
7	IPÉ	19 867 \$
8	SK	18 753 \$
9	AB	16 684 \$
10	NB	15 635 \$

# Résultats par province

## Colombie-Britannique

Ministre des Finances : Brenda Bailey

Note globale :

**D-**

<p>Dette : <b>F</b></p>	<p>Le gouvernement de la Colombie-Britannique <a href="#">prévoit</a> une hausse de la dette de plus de 23,6 milliards \$, pour atteindre 156,6 milliards \$ d'ici la fin de l'année. Cela représente plus de 27 000 \$ par citoyen, la quatrième dette provinciale la plus élevée au pays.</p> <p>À la suite du dépôt <a href="#">budgétaire</a>, S&amp;P Global et Moody's ont abaissé la cote de crédit de la province en raison de ses « déficits persistants » et d'un engagement vacillant envers la rigueur budgétaire.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette : <b>C-</b></p>	<p>Les contribuables devront payer plus de 5,2 milliards \$ en intérêts cette année, soit 917 \$ par habitant— le sixième montant en importance au pays.</p>
<p>Augmentation des dépenses : <b>C</b></p>	<p>Les dépenses augmentent de 6,1 % par rapport au budget précédent. Il s'agit de la quatrième hausse la plus modérée au pays.</p>
<p>Allègement fiscal : <b>D-</b></p>	<p>Le budget n'offre aucun nouvel allègement fiscal aux Britanno-Colombiens. Le gouvernement n'a pas non plus haussé les impôts, mais a renié sa promesse de réduire les impôts de 1 000 \$ par ménage.</p>

**Alberta**

Ministre des Finances : Nate Horner

Note globale :

**B**

<p>Dette :</p> <p><b>C</b></p>	<p>Bien que la dette diminue au départ cette année, le gouvernement prévoit emprunter 5,2 milliards \$. Chaque Albertain porte une dette provinciale d'environ 16 684 \$, la deuxième plus faible du pays.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette :</p> <p><b>B</b></p>	<p>Les intérêts coûteront 2,9 milliards \$ aux contribuables, soit 598 \$ par habitant — le plus faible montant du pays.</p>
<p>Augmentation des dépenses :</p> <p><b>F</b></p>	<p>Les dépenses augmentent de 8,4 %, soit la deuxième plus forte hausse nationale.</p>
<p>Allègement fiscal :</p> <p><b>A+</b></p>	<p>L'Alberta abaisse le taux d'imposition le plus bas de 10 à 8 %. Une famille de deux travailleurs économisera environ 1 500 \$ par an.</p>

## Saskatchewan

Ministre des Finances : Jim Reiter

Note globale :  
**B+**

<p>Dette : <b>C</b></p>	<p>La dette grimpe de 2 milliards \$, pour atteindre 23,5 milliards \$ ou 18 753 \$ par résident — la troisième plus faible au pays.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette : <b>B</b></p>	<p>Les intérêts s'élèvent à 878,4 millions \$, soit 705 \$ par habitant, le deuxième montant le plus bas.</p>
<p>Augmentation des dépenses : <b>B+</b></p>	<p>Avec une hausse de 4,5 %, la Saskatchewan affiche la plus faible augmentation de dépenses au pays.</p>
<p>Allègement fiscal : <b>B+</b></p>	<p>Le budget prévoit une réduction de l'impôt foncier scolaire (100 M\$ d'économies), une baisse permanente du taux d'imposition des PME (de 2 % à 1 %) et une hausse du montant personnel de base. À terme, 54 000 contribuables supplémentaires ne paieront plus d'impôt provincial.</p>

## Manitoba

Ministre des Finances : Adrien Sala

Note globale :

**F**

Dette : <b>D</b>	La dette grimpe de 1 milliard \$ pour atteindre 36,6 milliards \$, soit 24 268 \$ par Manitobain, la cinquième dette en importance.
Paiement des intérêts de la dette : <b>F</b>	Les intérêts atteignent 2,3 milliards \$, soit 1 554 \$ par habitant — deuxième plus haut niveau au pays.
Augmentation des dépenses : <b>D</b>	Les dépenses augmentent de 7,1 %, la cinquième plus forte hausse.
Allègement fiscal : <b>F</b>	Le Manitoba réintroduit le "bracket creep", imposant 82 millions \$ supplémentaires aux contribuables. Bien que le budget contient de modestes baisses d'impôts, elles ne compensent pas l'impact de cette hausse insidieuse.

## Ontario

Ministre des Finances : Peter Bethlenfalvy

Note globale :

**D-**

Dette : <b>F</b>	La dette bondit de près de 22 milliards \$ pour atteindre environ 461 milliards \$ — soit 28 472 \$ par Ontarien. L'Ontario est la juridiction infranationale la plus endettée au monde.
Paiement des intérêts de la dette : <b>D</b>	Les intérêts coûtent 16,2 milliards \$, ou 1 001 \$ par habitant — quatrième plus haut montant.
Augmentation des dépenses : <b>F</b>	Les dépenses augmentent de 7,9 %, la troisième hausse la plus importante.
Allègement fiscal : <b>B</b>	La province rend permanente une réduction de 5,7 cents/litre sur la taxe sur l'essence, représentant plus de 1 000 \$ d'économies pour la famille moyenne depuis 2022.

**Québec**

Ministre des Finances : Eric Girard

Note globale :

**D-**

<p>Dette :</p> <p><b>F</b></p>	<p>Le gouvernement présente un déficit de 13,6 milliards \$ et une dette qui atteindra 258 milliards \$ d'ici la fin de l'exercice financier, soit 28 300 \$ par citoyen.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette :</p> <p><b>F</b></p>	<p>Les intérêts atteignent 9,7 milliards \$, soit 1 065 \$ par habitant — le troisième plus haut montant au pays.</p>
<p>Augmentation des dépenses :</p> <p><b>B</b></p>	<p>La hausse des dépenses est de 5,2 %, la deuxième plus faible au pays.</p>
<p>Allègement fiscal :</p> <p><b>D</b></p>	<p>Aucun allègement fiscal prévu dans le budget.</p>

## Nouveau-Brunswick

Ministre des Finances : René Legacy

Note globale :

**D**

<p>Dette :</p> <p><b>C</b></p>	<p>La dette augmente de 751 millions \$ pour atteindre 13,4 milliards \$, soit 15 634 \$ par Néo-Brunswickois — la plus faible au pays.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette :</p> <p><b>C</b></p>	<p>Les intérêts s'élèvent à 673 millions \$, ou 783 \$ par habitant — troisième plus faible montant.</p>
<p>Augmentation des dépenses :</p> <p><b>D</b></p>	<p>Les dépenses augmentent de 8,2 %, la quatrième hausse en importance.</p>
<p>Allègement fiscal :</p> <p><b>D</b></p>	<p>Aucune mesure d'allègement fiscal dans ce budget.</p>

## Nouvelle-Écosse

Ministre des Finances : John Lohr

Note globale :

**C+**

Dette : <b>D</b>	La dette augmente de 2,2 milliards \$ pour atteindre 22,4 milliards \$, soit 20 776 \$ par citoyen — sixième plus haut niveau.
Paiement des intérêts de la dette : <b>C</b>	Les intérêts s'élèvent à 909 millions \$, ou 842 \$ par habitant — quatrième montant en importance.
Augmentation des dépenses : <b>C</b>	La hausse des dépenses est de 6,4 %, la sixième plus importante.
Allègement fiscal : <b>A</b>	Le budget prévoit une baisse de 1 % de la TVH et une réduction du taux d'imposition des PME.

## Île-du-Prince-Édouard

Ministre des Finances : Jill Burridge

Note globale :

**C-**

<p>Dette :</p> <p><b>C</b></p>	<p>La dette grimpe de 498 millions \$, atteignant 3,6 milliards \$ ou 19 867 \$ par habitant — quatrième dette la plus basse.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette :</p> <p><b>D</b></p>	<p>Les intérêts totalisent 315 millions \$, soit 946 \$ par citoyen — cinquième plus élevé au pays.</p>
<p>Augmentation des dépenses :</p> <p><b>F</b></p>	<p>Les dépenses augmentent de 9,1 %, la hausse la plus importante au pays.</p>
<p>Allègement fiscal :</p> <p><b>B+</b></p>	<p>Le budget indexe les tranches de revenus (+1,8 %), augmente le montant personnel de base de 750 \$, abaisse le taux d'imposition des entreprises et relève le seuil de revenu pour les PME.</p>

## Terre-Neuve-et-Labrador

Ministre des Finances : Siobhan Coady

Note globale :

**F**

<p>Dette :</p> <p><b>F</b></p>	<p>La dette augmente de 1,6 milliard \$ pour atteindre 19,4 milliards \$, soit 35 649 \$ par habitant — la plus élevée au pays.</p> <p>Malgré les promesses de freiner la dette, le gouvernement ne les a pas respectées.</p>
<p>Paiement des intérêts de la dette :</p> <p><b>F</b></p>	<p>Les intérêts atteignent 1,1 milliard \$, soit 2 087 \$ par citoyen — le montant le plus élevé au pays.</p>
<p>Augmentation des dépenses :</p> <p><b>C</b></p>	<p>La hausse des dépenses est de 5,7 %, la troisième plus faible.</p>
<p>Allègement fiscal :</p> <p><b>D</b></p>	<p>Aucune mesure d'allègement fiscal n'est incluse dans le budget.</p>

## Synthèses des budgets provinciaux

Province	Revenus	Dépenses	Croissance des dépenses	Croissance de la dette	Dette	Coût des intérêts	Dette par habitant	Intérêts par habitant	Dépenses par habitant
AB	74 138 000 000 \$	79 349 000 000 \$	8,4 %	-5 074 000 000 \$	82 756 000 000 \$	2 968 000 000 \$	16 684 \$	598 \$	15 997 \$
C-B	84 003 000 000 \$	94 915 000 000 \$	6,1 %	33 365 000 000 \$	156 632 000 000 \$	5 248 000 000 \$	27 372 \$	917 \$	16 587 \$
MB	25 056 000 000 \$	25 850 000 000 \$	7,1 %	1 079 000 000 \$	23 458 800 000 \$	878 400 000 \$	18 753 \$	1 554 \$	17 187 \$
NB	13 792 310 000 \$	14 341 347 000 \$	8,2 %	751 987 000 \$	36 500 000 000 \$	2 337 000 000 \$	24 268 \$	784 \$	16 696 \$
T-N-L	10 670 157 000 \$	11 041 911 000 \$	5,7 %	1 631 501 000 \$	460 753 000 000 \$	16 200 000 000 \$	28 472 \$	2 088 \$	20 239 \$
N-É	16 505 629 000 \$	17 568 701 000 \$	6,4 %	2 203 000 000 \$	258 369 000 000 \$	9 670 000 000 \$	28 356 \$	842 \$	16 612 \$
ON	219 900 000 000 \$	232 500 000 000 \$	8,4 %	21 697 000 000 \$	13 429 568 000 \$	673 000 000 \$	15 635 \$	1 001 \$	14 367 \$
IPÉ	3 343 042 500 \$	3 526 980 200 \$	9,1 %	497 500 000 \$	22 420 000 000 \$	908 509 000 \$	20 766 \$	946 \$	19 673 \$
QC	156 342 000 000 \$	165 772 000 000 \$	5,2 %	12 537 000 000 \$	3 561 800 000 \$	169 652 800 \$	19 867 \$	1 061 \$	18 193 \$
SK	21 056 100 000 \$	21 043 900 000 \$	4,5 %	2 395 700 000 \$	19 449 134 000 \$	1 139 062 000 \$	35 649 \$	702 \$	16 823 \$

Source : Budgets provinciaux et Statistique Canada pour la population.